

**À VOUS LA PAROLE**

# Les langues de la capitale

## Une citoyenne qui s'indigne

*Monsieur le maire Watson,*

Les citoyens d'Ottawa ne vous interpellent pas sur la question du statut bilingue de la Ville? Je suis désolée d'avoir manqué votre visite sur mon palier lors de vos 20000 arrêts de porte-à-porte. Alors, voici une citoyenne qui se prononce: si la politique d'offre de services en français de la Ville d'Ottawa est adéquate pour desservir les francophones, pourquoi ne pas la renforcer en déclarant la Ville officiellement bilingue? Un tel geste offrirait une protection supplémentaire aux francophones d'Ottawa face à un conseil municipal qui pourrait être tenté d'affaiblir la politique de services en français dans le futur. Quoique la dimension symbolique d'un tel geste soit importante dans le message qu'elle envoie aux résidents, aux touristes et à la population canadienne, la dimension juridique l'est d'autant plus pour les citoyens d'Ottawa. Quel beau legs un maire pourrait-il ainsi laisser pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération. Comment expliquer la résistance d'un maire, ami de la francophonie, quand le contexte politique est favorable?

Christine Dallaire, Ottawa

## Rapport Praxis-Le Blanc

La Ville d'Ottawa doit se proclamer bilingue parce qu'elle l'a déjà fait le 9 mai 2001 après le regroupement municipal, reprenant le libellé d'un arrêté de 1970: «Le français et l'anglais sont les langues officielles de la Ville d'Ottawa». C'est ce que le rapport Praxis-Le Blanc soumis à la Ville en 2007 nous rappelle. Il souligne qu'«une enquête d'opinion [...] publiée par le Commissariat aux langues officielles du Canada à l'automne 2006 révèle que la politique canadienne des langues officielles [...] fait de plus en plus partie [...] de ce qui nous définit comme pays. [...] Une forte majorité de Canadiens sont personnellement en faveur du bilinguisme pour l'ensemble du pays (72 %) ainsi que pour leur propre province (70 %). [...] Chez les jeunes de 18 à 34 ans, l'appui au bilinguisme canadien s'élève à 80 %. [...] Finalement, pour sept Canadiens sur dix, le fait de vivre dans un pays où il y a deux langues officielles permet de définir réellement un Canadien.»

Pascal Barrette, Ottawa